

**ARRET N°007  
DU 21/08/2017**

**MATIERE:  
COMMERCIALE**

**REPUBLIQUE DU NIGER**

**COUR D'APPEL DE NIAMEY**

**CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE**

**APPELANTE:  
-La société de  
City Market  
SARL**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique de vacation du 21(vingt-un) Août deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt N°007, dont la teneur suit :

**INTIME :  
- O.P.V.N-Niger**

**ENTRE**

- **La société de City Market SARL**, dont le siège est à Maradi/Niger B.P 311 Maradi, représentée par son gérant Mahaman Rabiou Moussa, assistée de Maître Laouali Amadou Madougou, Avocat à la Cour;

**PRESENTS**

**-ABDOULAYE IE  
PRESIDENT**

**Appelante d'une part ;**

**-ABDOU IDI  
CONSEILLER**

**- Mme DIALLO  
RAYANATOU  
LOUTOU**

**ET**

**-M.MAHAMAD  
OU SEYDOU  
SOULEY**

- **l'O.P.V.N-Niger**, dont le siège social est à Niamey/Niger B.P 474 Niamey, représentée par son Directeur Général, assistée de la SCPA-Yankori, Avocats associés;

**-M.ALKELAL  
ELHDI HAMI**

**Intimé, d'autre part**

**JUGES  
CONSULAIRES**

**ME N'FANA NANA  
GREFFIERE**

**SANS QUE LES PRESENTES QUALITES PUISSENT NUIRE OU PREJUDICIER AUX DROITS ET INTERETS RESPECTIFS DES PARTIES EN CAUSE MAIS AU CONTRAIRE SOUS LES PLUS EXPRESSES RESERVES DE DROIT ET DE FAIT**

## **LA CHAMBRE**

Suivant exploit en date du 25 Octobre 2016 de Me Ibrahim Soumaila Adamou, huissier de justice à Niamey, la société City Market SARL, assisté de Me Laouali Amadou Madougou, avocat à la Cour a formellement interjeté appel du jugement N°74 rendu le 29 Septembre 2016 par le Tribunal de Commerce de Niamey dans le litige l'opposant à l'OPVN et dont le dispositif suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

-Après en avoir délibéré conformément à la loi;

-se déclare incompétent;

-Renvoie les parties à mieux se pourvoir devant le juge administratif;

-Dit que les parties disposent de 10 jours pour compter de la présente décision pour interjeter appel par dépôt de requête d'appel au greffe du tribunal de commerce de Niamey;

Attendu qu'il résulte des faits de la cause, que le 24 Juillet 2012, l'OPVN, Etablissements public à caractère industriel et commercial a passé un marché de fourniture sous financement du budget national avec la société International Logistic et Matériel portant sur mille (1000) tonnes de Sorgho pour un montant de deux cent soixante huit millions (268.000.000) frs à livrer à ses magasins de Maradi ;

Attendu que le 27 Juillet 2012, la société International Logistics et Matériel a conclu un contrat de sous-traitance avec la société City Market pour l'exécution dudit marché ;

Que le Directeur Général de l'OPVN informé de la sous-traitance et ayant pris acte adressa une lettre de domiciliation irrévocable à la BOA-Niger au profit de City Market;

Que le 14 Août 2012, le Directeur Général de l'OPVN notifie à la société International Logistics et Matériel la résiliation du marché pour retard dans la livraison; que la société City Market sous-traitante n'ayant pas été informée de la résiliation du marché par l'OPVN a livré les 30 et 10 Septembre 2012 respectivement 350 et 650 tonnes de Sorgho à l'OPVN Maradi ; Mais le Directeur Général instruit le responsable de l'OPVN Maradi de ne pas délivrer le bordereau de livraison à City Market le marché ayant été résilié;

Que c'est ainsi que City Market conformément aux stipulations du contrat saisi le Ministre de Tutelle en arbitrage et, ce dernier donna son accord pour la réception du Sorgho livré;

Que nonobstant l'accord du Ministre de Tutelle l'OPVN persiste dans son refus de délivrer le bordereau de livraison;

Que c'est dans ces conditions que City Market a saisi le tribunal de commerce de Niamey par exploit d'huissier pour obtenir la condamnation de l'OPVN au paiement de la somme de 100.000.000 frs à titre de dommages et intérêts pour résiliation abusive et irrégulière du contrat;

Que l'OPVN par l'organe de son conseil a soulevé l'incompétence du tribunal de commerce motif pris de ce que le contrat qui les lie est un contrat administratif qui de ce fait échappe à l'application des règles de l'OHADA et à la compétence du Tribunal de commerce ; que faisant droit à la demande de l'OPVN le tribunal de commerce de Niamey dans sa décision sur la compétence rendue le 29/09/2016 s'est déclaré incompétent et a renvoyé les parties et la cause devant le tribunal administratif; que c'est contre cette décision que City Market a fait appel ;

### **SUR LA RECEVABILITE DE L'APPEL**

Attendu que Me Souleymane Yankori, conseil constitué de l'OPVN a dans ses conclusions d'appel conclu à l'irrecevabilité de l'appel de City Market ;

Qu'il fait valoir que l'acte d'appel date du 25 Octobre 2016 alors que le jugement querellé a été rendu le 29 Septembre 2016 soit plus de 16 jours après; or, le délai légal pour faire appel est de 10 Jours à compter de la date de sa notification ; qu'ainsi; l'appel ayant été fait au delà du délai légal doit être déclaré irrecevable;

Attendu que Me Laouali Madougou assistant City Market a conclu au rejet de la demande motif pris de ce que l'OPVN n'apporte pas la preuve qu'elle lui a notifié la décision querellée. Or conformément à l'alinéa 2 de l'article 29 de la loi N°2015-08 du 30 Avril 2015 sur les tribunaux de Commerce c'est la date de la signification de la décision qui constitue le point de départ du délai de 10 Jours ;

Attendu qu'il est constant comme résultant de l'acte d'appel versé au dossier, que City Market a fait appel de la décision querellée le 25 Octobre 2016 pour une décision rendue le 29 Septembre 2016 donc au delà du délai de 10 Jours prévu par la loi ;

Attendu qu'il est de règle que les jugements sont notifiés selon les formes prévues par la loi ; qu'il résulte de l'analyse de l'alinéa 5 de l'article 62 de la loi N°2015-08 du 30 Avril 2015 que les jugements rendus par le tribunal de commerce doivent être signifiées, que dès lors le point de départ du délai de 10 jours court à compter de la signification de la décision ;

Qu'en l'espèce, il ne ressort pas du dossier la preuve de la signification de la

décision querellée à City Market ;

Que l'intimé sur qui pèse la charge de la signification s'est abstenu de le faire parce qu'il se satisfait de la décision; qu'il n'a donc pas intérêt à ce que la décision soit attaquée ;

Qu'ainsi en ne signifiant pas la décision querellée à l'appelant, il le met dans l'impossibilité de respecter le délai légal qui d'ailleurs n'a pas commencé à courir.

Que l'appelant ne saurait attendre indéfiniment une notification qui ne lui sera jamais faite qu'en conséquence, cet appel qui ne peut même pas être considéré comme fait hors délai du fait du défaut de signification de la décision doit être déclaré recevable ;

### **SUR L'INCOMPETENCE**

Attendu que Me Laouali Amadou Madougou, conseil constitué de la City Market dans ses conclusions d'appel demande à la chambre d'annuler la décision attaquée, d'évoquer et de statuer à nouveau en se déclarant compétente en la forme ; qu'au fond après avoir constaté la réception provisoire des marchandises par l'OPVN, le condamner à lui payer la somme de 100.000.000 frs à titre de dommages et intérêts pour le préjudice qu'elle a subi du fait de la résiliation abusive du contrat ;

Qu'à l'appui de ses prétentions, il fait valoir d'abord que la décision querellée manque de base légale du fait que non seulement elle est insuffisamment motivé ensuite, qu'elle contient des motifs contradictoire ;

Qu'il précise que le premier juge pour se déclarer incompétent s'est d'abord uniquement penché sur la qualité et les activités de l'OPVN, alors même que l'article 26 point 6 de la loi n°2015-08 du 30 Avril 2015 donne compétence aux tribunaux de commerce pour connaître de l'ensemble des contestations commerciales comportant même un objet civil lorsque dans ce dernier cas, le commerçant est demandeur ; qu'ensuite, il est paradoxal que le premier juge après avoir rappelé la disposition ci-dessus se déclare incompétent dans la mesure où, il est tenu compte uniquement de la qualité du demandeur pour la détermination de la compétence du tribunal de commerce;

Qu'il poursuit enfin en soutenant que City Market est une société commerciale et que l'acte de fourniture du Sorgho est un acte de commerce et que le litige comportant un objet même civil est commercial que l'OPVN, tel que cela ressort de ses statuts assure une mission de service industriel et commercial (import et export des produits vivriers) ; qu'ainsi, le litige dans tous les cas relève de la compétence de la juridiction commerciale ;

Qu'au fond, il soutient que le contrat ayant été résilié de manière irrégulière et abusive il demande la condamnation de l'OPVN au paiement de la somme de

100.000.000 frs le tout en application des dispositions du décret 2011-686 portant code des marchés publics et de l'Acte Uniforme portant Droit Commercial général ;

Attendu que Me souleymane Yankori a dans ses conclusions d'appel sollicité purement et simplement la confirmation du jugement attaqué, le premier juge ayant à ses dires bien apprécié les faits et appliqué sagement la loi; qu'il précise que le contrat litigieux est bien un contrat administratif de part son objet et sa forme et du fait qu'il a été conclu par un Etablissements public d'Etat investi d'une mission de service public sur fond public ;

Attendu que le 1<sup>er</sup> juge s'est déclaré incompétent en application des articles 2 et 179 du Code des Marchés Publics ;

Que l'article 2 du décret 2013.569 du 20/12/2013 définit le marché public comme : « le contrat écrit conclu à titre onéreux par une autorité contractante pour répondre à ses besoins en matière de travaux de fournitures ou de services qu'au sens du présent décret les marchés publics sont des contrats administratifs... » ;

Qu'aux termes de l'article 173 du même décret « les litiges relatifs aux marchés publics sont soumis aux juridictions compétentes pour connaître du contentieux des contrats administratifs »;

Qu'en l'espèce comme l'a si bien relevé le 1<sup>er</sup> juge le contrat en cause ayant pour objet la fourniture du sorgho dans le cadre de l'offre publique d'achat de 20.000 tonnes de céréales destiné à la réserve alimentaire stratégique est incontestablement un marché public ; que de ce fait, il constitue un contrat administratif relevant de la compétence de la juridiction administrative par détermination de la loi qui elle-même indique la nature administrative du contrat ou en attribue le contentieux à la juridiction administrative;

Que c'est seulement dans le cas où, le législateur ne prend pas partie qu'il revient au juge de déterminer la nature du contrat.

Que dès lors c'est avec raison et par une saine appréciation que le 1<sup>er</sup> juge s'est déclaré incompétent ; que sa décision mérite confirmation;

Attendu qu'il y'a lieu de condamner City Market aux dépens pour avoir succombé;

## **PAR CES MOTIFS**

### **La chambre Commerciale**

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en dernier ressort;

#### **En la forme**

- **Reçoit la Société City Market SARL en son appel;**

#### **Au fond**

- **Confirme le jugement attaqué ;**
- **Condamne City Market aux dépens ;**
- **Avisé les parties de leur droit de se pourvoir en cassation dans un délai d'un (01) mois à compter de la signification de la présente décision par requête au greffe de la Cour./.**

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

**Et ont signé : LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.**

-Suivent les signatures-

